

## Une « histoire belge » aux enjeux européens

Paul DIRKX,

Collectif ZuSamEnsemble, enseignant-chercheur

Comme pour pimenter à leur manière une actualité estivale toujours un peu fade, les Belges ont décidé de remettre ça. « Les » Flamands et « les » Wallons viennent une fois de plus de se priver de gouvernement. Ils ne s'entendent plus sur rien et ils sont sur le point de passer à l'acte d'une scission en deux micro-Républiques. « Bon débarras ! », serait-on presque tenté de dire, tant cette histoire belge-là est affligeante de répétitivité et de stérilité.

Et pourtant, ce qui se passe actuellement en Belgique a une signification européenne sur laquelle toutes les populations du continent gagneraient à être enfin informées correctement. Car le lent et apparemment inévitable divorce entre Belges néerlandophones et Belges francophones cache, certes toujours plus mal, la destruction plus profonde et encore plus cynique d'un Etat social parmi les plus avancés du monde.

Comme en Catalogne, Italie du Nord, etc., le monde politique flamand s'est progressivement rallié, depuis 1990, autour d'une conception du nationalisme comme levier de réformes économiques néolibérales. Ce nationalisme en col blanc s'est traduit par le slogan « Ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux ». Slogan populiste mais ô combien efficace, car exprimant le principe même de subsidiarité (gérer les affaires publiques au niveau de pouvoir le plus proche du citoyen) qui est la clef de voûte de la « construction européenne ». Ainsi, cela fait donc une vingtaine d'années que le démantèlement de l'Etat belge à coups de « transferts de compétences » aux « communautés » est vendu à l'opinion publique comme une « responsabilisation » et une « rationalisation » de la chose publique. Entre le niveau pragmatique-communautaire et le niveau pragmatique-européen, la Belgique, a-t-on appris à penser aux Belges, « s'évapore » de manière naturelle, inexorable.

En réalité, cette « chirurgie institutionnelle », selon la formule de ses défenseurs, est un mélange, illisible pour 85 % de la population, de fédéralisme, de confédéralisme, de communautarisme et de particratie régionaliste (il n'existe plus aucun parti national). Résultat : les citoyens sont toujours plus nombreux à se désintéresser de « la politique » et les débats et mouvements sociaux nationaux se font de plus en plus rares, tandis que les « réformes de l'Etat » s'approfondissent aveuglément au détriment des uns et des autres. Ces

« réformes de l'Etat » ne sont guère qu'une longue formation de deux micro-Etats, dont l'un, au nord de la fameuse et fumeuse « frontière linguistique », est plus riche et plus « flexible » et où l'électorat vote à 70% à droite (dont une moitié a aujourd'hui des intentions de vote à l'extrême-droite).

L'ennui, c'est qu'une écrasante majorité de citoyens au « Nord » comme au « Sud » demeurent attachés à la Belgique. Une récente étude de l'Université de Louvain (néerlandophone) infirme, une fois de plus, la thèse que la quasi-totalité des médias tendent à accréditer par sondages quotidiens et grotesques interposés : que « les Flamands » seraient toujours plus séparatistes (l'étude démontre que seuls 9% sont en faveur de l'indépendance de la Flandre). Comme en France pour les derniers traités européens, mais avec une expérience de plusieurs décennies, les univers politique et médiatique « flamands » ont pris l'habitude d'« expliquer » les réformes aux citoyens, en ce imités tôt ou tard par leurs homologues (totalement scindés) « francophones ». Parallèlement, il leur faut accélérer le processus de bipartition de l'Etat, quitte à aider ce dernier à dérailler en faisant mine de le rapiécer, comme ces derniers mois. D'autant qu'un nombre croissant de citoyens commencent à comprendre que l'on veut changer de peuple, c'est-à-dire le couper définitivement en deux sur des bases qu'ils ressentent toujours mieux comme inefficaces, puisque sans réel fondement historique et social.

En novembre 2007, une Liégeoise, Marie-Claire Houard, a ainsi réussi à mobiliser contre la dérive séparatiste 35.000 personnes (selon les forces de l'ordre) à Bruxelles, dans la foulée d'une pétition qui avait récolté 141.000 signatures. Les collectifs et associations antiséparatistes commencent à organiser une résistance. Aujourd'hui, le collectif ZuSamEnsemble (mot-valise belge trilingue, intraduisible, mais compréhensible) appelle à rejoindre la capitale belge pour la fête nationale du 21 juillet et à signer un texte pour plus de démocratie au niveau national ([www.be-counter.be](http://www.be-counter.be)). Ce collectif n'a rien de nationaliste, mais, composé de personnes d'horizons très divers, il tente d'alerter l'opinion belge et internationale sur les menaces qui pèsent sur la solidarité entre Belges et donc entre Européens.